



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France ... 1 an : 12 fr. 6 mois : 7 fr. Abonnements d'essai trois mois : 3 fr. 50
Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr. Parait le vendredi
Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

La crise approche...

**Devant le nouvel assaut réactionnaire.
A bas les décrets-lois ! A bas le Gouvernement Doumergue !**

Il était clair depuis le début que la « trêve » de MM. Doumergue Tardieu Germain-Martin et Cie n'était que le masque trompeur d'une attaque forcée contre les masses laborieuses. « Trêve » entre qui ? Entre les radicaux et la droite, entre les cercles dirigeants du radicalisme et le fascisme, oui. Mais entre les travailleurs et l'état capitaliste entre les ouvriers, les paysans, les fonctionnaires et le patronat et les capitalistes, la lutte s'est au contraire aiguisée.

En trois mois, l'Union Nationale de Doumergue s'est démasquée complètement aux yeux de millions d'exploités. En fait de « trêve » elle a fait mitrailler les prolétaires, ses tribunaux ont frappé à tours de bras les anti-fascistes, alors qu'elle était tout sourire pour les assassins fascistes. Elle a réalisé 4 milliards d'économies sur le dos des exploités, des besogneux des pauvres. Et maintenant elle prépare une « réforme fiscale » qui met le comble à ses prétentions; il s'agit rien moins que de favoriser les gros possédants, et d'écraser plus encore les petits en modifiant l'assiette de l'impôt : l'abattement à la base pour les salaires sera ramené de 7000 à 10.000 francs et en même temps on réduira l'impôt sur les gros revenus de 36 à 20 %.

Mais au moment même où la bande Doumergue croit atteindre son but, on peut voir que cette débauche de politique réactionnaire prépare de nouvelles explosions. L'équilibre instable déterminé par la crise de Février a subi de profondes transformations. Les discours hypocrites et bêtés de Doumergue au micro n'y changeront rien. La crise approche...

D'abord le plan odieux de déflation provoque de larges résistances et entretient partout le mécontentement. Les milliards d'économies ont soulevé les fonctionnaires, les travailleurs à statuts : la répression administrative et judiciaire montre quel est le sens réel de la trêve.

L'inflation, excellent moyen de ruiner les classes moyennes et d'alléger la dette intérieure ne servirait à rien actuellement à la bourgeoisie. Elle se livre donc à une déflation brutale — pour obtenir un équilibre comptable du budget. Et après ? Les Anciens Combattants, mécontents d'avoir été obligés de consentir une contribution, même volontaire, restent sourdement hostiles au gouvernement.

Quant aux paysans, ils sont dans l'expectative; l'Union Nationale ne leur a fait que des promesses. Mais viennent les mois prochains et la lutte des industriels pour la diminution des prix du marché paysan se fera brutale et sans équivoque. Jacques Bonhomme comprend cela, et se prépare à la résistance. Que lui importe l'équilibre du budget si le blé tombe à 50 francs, et si l'hypothèque et l'impôt alourdissent leur pesée ?

Quant aux ouvriers, ils sont naturellement à l'avant-garde de la résistance. Les grands patrons ne se gênent plus pour baisser les salaires à un rythme rapide — à l'imitation de l'Etat — en débouchant et réembauchant à un tarif diminué. Les chômeurs ne sont-ils pas là pour ça ? Mais les prolétaires ont, depuis février, donné une série de témoignages de combativité.

Ce n'est pas tout. Le grand patronat s'impatiente, et tente pour cela de mobiliser les couches moyennes des petits commerçants et rentiers. Il trouve bien fièdes les projets de Germain-Martin. Les gros patrons réclament la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires, et celle de la patente.

Telle est la situation. La crise de février a donné à la bourgeoisie la possibilité d'appliquer son plan de déflation. Au bout du compte, malgré les décrets-lois et le budget en équilibre, l'Union Nationale a aiguisé les conflits, dressé les masses exploitées qu'elle veut jeter dans la pire misère. Le fascisme — déjà soutenu par les industriels (du Nord entre autres) — exige plus, tout en essayant de canaliser le mécontentement de tous. Après avoir soutenu les mesures de Germain-

Martin, il s'attaque aux utopies à la Roosevelt de Marquet. Les germes du nouveau conflit mûrissent.

Le gouvernement Doumergue s'est appuyé non seulement sur les organisations de droite, mais aussi sur la passivité des radicaux. Tout le plan de Germain-Martin, appliqué sans que les radicaux aient dit un mot pour le désapprouver, entraîne une profonde fermentation dans les catégories sociales qui soutiennent Herriot et Cie. D'autre part, l'exploitation systématique de l'affaire Stavisky par la droite a affaibli les positions des radicaux. Le Congrès radical qui va se tenir à Clermont-Ferrand ne fera que faire éclater ce divorce. Même s'il ne désavoue pas l'entrée des Radicaux dans le gouvernement, le Congrès manifestera certainement l'hostilité de couches importantes des classes moyennes (et paysannes, sans parler des fonctionnaires), contre la dictature des pleins pouvoirs de la banque et de l'industrie, et contre le fascisme.

D'autre part, le gouvernement est à nouveau débordé par les organisations fascistes, sans parler des Anciens Combattants, qui préparent pour Juin - Juillet leur entrée directe dans la vie politique. Les commissions parlementaires ont mis en pleine lumière la corruption de Tardieu et de Chiappe. Les fascistes somment le gouvernement de les faire disparaître.

Enfin, Sarraut a réorganisé la « Sûreté Nationale », mais les conflits profonds subsistent dans la police. Les débats des commissions ont mis à nu la corruption éhontée de ces milieux. L'Etat-major exige le service de deux ans, la « chauvinisation » systématique de l'esprit public.

Et puis, les armées de la guerre civile se recrutent. A.F., J.P., Solidarité Française et Croix de Feu ont hautement revendiqué le droit de s'armer. Les prolétaires, en état de légitime défense, ont montré qu'ils sauraient riposter sur le même terrain.

Ces diverses causes ébranlent gravement le gouvernement. La rentrée des Chambres fournira à nouveau l'occasion d'aiguiser les conflits.

Voilà le terrain d'un nouvel assaut réactionnaire et fasciste, qui ne peut aboutir, s'il n'était pas énergiquement enrayé, qu'à installer un gouvernement militaire-policier de dictature sans frein, sous l'égide des Weygand, des Chiappe et des Tardieu.

Il est temps de se préparer à la lutte. Le Parti Socialiste est nettement en train de retourner à son ornière. Les Paul Faure multiplient la confusion, parlent de « propagande », s'agitent dans la stérilité, et désarment les prolétaires. Quant au Parti Communiste, il ne fait pas mieux : aucune perspective, aucun plan, aucun mot d'ordre.

Cependant, la nouvelle crise approche. Cela crève les yeux. Les fascistes et les chauvins ne recommenceront pas l'assaut du pont de la Concorde.

Ce stade est dépassé. Actuellement se forge ouvertement un complot plus vaste qui englobe la préfecture de police, les sommets de l'armée, les réactionnaires de l'Hôtel-de-Ville et de la Chambre. Ils préparent la mobilisation quasi officielle de toutes les formations paramilitaires du fascisme.

Ils veulent briser définitivement la résistance prolétarienne, terroriser la petite bourgeoisie, faire accepter un nouvel esclavage à toute la nation laborieuse. Ils poussent fiévreusement leurs préparatifs.

Les ouvriers doivent préparer les leurs, sans délai. Il faut alerter les travailleurs sur la situation.

Le gouvernement Doumergue est ébranlé. S'il tombe, qui prendra la suite ? Sans notre intervention, ce sera une dictature renforcée. Si les masses ouvrières interviennent ouvertement, nous pourrons ouvrir la brèche qui nous mènera vers la victoire. Telle est le dilemme inévitable.

Chaque travailleur doit lutter sans répit pour exécuter les « dix commandements » des travailleurs !

1° Exige de tes organisations l'unité d'action, le front unique permanent. Arrière les scissionnistes ! Le 12 Février t'a montré la voie à suivre.

(Voir suite page 3)

Du voyage de Barthou au discours de Goebbels

Avant que reprennent les « travaux » de la conférence du Désarmement, Goebbels a fait entendre sur la frontière de la Sarre, la voix de l'Allemagne fasciste. Sûre désormais de reprendre la Sarre, Goebbels défile l'impérialisme français dont les partenaires anglais et italiens repoussent les ultimes prétentions pour l'organisation de la « sincérité » du plébiscite. Et l'affaire a été menée tambour battant hors du contrôle de la Société des Nations. Goebbels marque le coup.

Ainsi la politique extérieure du fascisme commence à s'attaquer dans les faits au système du traité de Versailles, après que le fascisme a débarrassé à l'intérieur l'impérialisme allemand du régime de Weimar, lié au système de Versailles. Péri, dans l'Humanité raille les faillites de la politique extérieure du fascisme allemand : Anschluss, corridor polonais... et Sarre. Ainsi il continue dans l'émigration la « concurrence » du stalinisme avec le nazisme sur le terrain de la libération nationale.

Mais la bourgeoisie française ne partage pas les satisfactions de Péri. Et les maigres consolations que rapporte Barthou de sa tournée « triomphale » ne la rassure pas. Barthou est allé à Varsovie et à Prague pour raffermir les liens relâchés des états satellites avec l'impérialisme français. S'il n'a pas poussé jusqu'à Moscou, c'est moins un gage donné à Pilsudski jaloux des prérogatives de la diplo-

matie polonaise dans l'Europe orientale que parce que la politique d'alliance avec l'U.R.S.S. ébauchée par Herriot et Cot n'a pas plus de solidité que les autres productions des ministères radicaux (ou les sentiments « intimes » d'Herriot vu par Péri).

Barthou n'a pas réussi dans sa mission. Et les alliés dociles d'hier recouvrent une indépendance croissante au fur et à mesure que l'hégémonie de la France casquée diminue sur l'Europe. Frictions entre la Tchéco-Slovaquie et la Pologne, politique indépendante de la Pologne envers l'U.R.S.S., envers les états baltes, envers l'Allemagne hitlérienne et ses plans de dépeçage de l'Ukraine, ce sont seulement les symptômes de la décadence du système de Versailles.

La France, plus isolée devant un Allemagne qui procède méthodiquement au réarmement, sait bien pourquoi sa « diplomatie » est moins fortunée. Aussi à la veille de la conférence du Désarmement, propose-t-elle aux victimes des décrets-lois d'instaurer le service de deux ans !

Mais cela non plus n'est pas si commode. Le temps n'est plus où les tanks et les canons français jetaient d'Aix-la-Chapelle aux plaines de Silésie les bases d'un système d'alliances fortes.

Le poids de ses préoccupations de politique extérieure pèse de plus en plus lourdement sur la bourgeoisie française.

Des informations honnêtes sur le mouvement ouvrier, des analyses correctes des événements, des mots d'ordre précis pour la lutte, c'est ce que, chaque semaine, « LA VÉRITÉ » apporte.

Elle ne peut poursuivre son travail qu'avec l'aide de chacun de ses lecteurs.

Toi, camarade qui nous lis chaque semaine, POURQUOI N'AS-TU PAS ENCORE ENVOYÉ TON ABONNEMENT ? POURQUOI N'AS-TU PAS ENCORE ADRESSÉ TA SOUSCRIPTION ? POURQUOI N'AS-TU PAS ENCORE CORRESPONDU AVEC NOUS ?

Notre action est entravée à chaque instant par des difficultés financières. Nous ne pouvons répondre à toutes les obligations qui se posent à notre organisation. Ne pas pouvoir avancer dans le moment présent, c'est être contraint en fait à reculer. Tu ne permettras pas cela.

ENVOIE IMMEDIATEMENT TA PART POUR LA GRANDE BATAILLE QUI SE LIVRE.

Paul Faure et l'armement du prolétariat

Dans le cadre général de la politique du parti S.F.I.O., Paul Faure met en garde ses camarades contre toute tendance vers une organisation rationnelle du combat. Il met en avant, pour impressionner son interlocuteur, l'énorme appareil de répression dont dispose le gouvernement bourgeois. « Nos armes, c'est la propagande, l'éducation, l'organisation ».

En substance, il veut dire : « Si tu bouges, si tu luttas, tu seras emprisonné, fusillé et... ». Mais la question n'est pas là : « si tu ne bouges pas, tu seras encore mieux emprisonné, fusillé et tes frères perdront tous leurs droits et ta classe sera vouée à la pire régression ».

L'offensive des fascistes se prépare. Dans son camp les « sages » éventuels seront écartés. Contre l'agression des bandes fascistes, les milices ouvrières sont essentielles pour organiser efficacement la réponse des masses contre les tentatives des fascistes, J.P. et autres.

Si à Hénin-Liétard, il y avait des milices entraînées, armées, du P.S. et du P.C., si elles s'étaient concertées techniquement pour diriger les ouvriers prêts à la lutte, s'appuyant sur eux, demandant aux plus décidés d'entrer dans une milice qu'ils auraient fait commune, dépassant ainsi d'une façon progressive le front unique des milices, le prolétariat n'aurait pas compté un mort de plus, le prolétariat aurait empêché les A.F. de tenter leur réunion ou l'aurait totalement dissoute, sans coup périr; et ainsi cette épisode aurait montré au prolétariat de ce pays, en renforçant sa confiance en lui, comment on peut lutter, comment on doit s'organiser pour se battre efficacement.

Ces milices distinctes, fondées dans une milice commune, par l'apport des ouvriers décidés mais non encore organisés, formeraient les cadres éprouvés, nécessaires au prolétariat et le rempart indispensable, Paul Faure, à la « propagande », « l'éducation », « l'organisation ». Et le prolétariat serait prêt à défendre son sort et à prendre en mains sa destinée.

Est-ce folie, camarades, que se préparer à se battre ?

Est-ce courir au fascisme, tête baissée ? comme l'affirme Paul Faure ? Oui ou non, contre les bandes d'Hitler, contre les canons de Dollfuss, « la propagande, l'éducation et l'organisation » ont-ils suffi ? Paul Faure veut-il vouer les prolétaires de ce pays au sort de ceux qui ont écouté Severing et Otto Bauer. Non, il ne s'agit pas de faire des militants et des prolétaires des martyrs, mais de préparer le rempart solide de la cause prolétarienne. Et cela exige qu'ouvriers socialistes, ouvriers communistes, prolétaires, sans parti, abordent concrètement le problème de l'organisation de la défense armée.

A l'heure où l'organisation armée des fascistes se développe, où ces bandes préparent consciemment la guerre civile, celui qui prêche le « désarmement » et qui égare les ouvriers avec des subtilités sur la Charte de 1901, celui qui déconseille aux travailleurs de préparer soigneusement leur défense et leur lutte, celui-là abandonne le terrain à l'ennemi.

« La planète sans visa »

TROTSKY sous la sauvegarde du prolétariat !

Tous les gouvernements d'Europe ont refusé d'admettre le compagnon de Lénine, non sans l'appui bénévole des diplomates de Litvinov en certains cas. Alors le gouvernement français n'a pas hésité à envisager la déportation de Trotsky aux colonies ainsi que la presse en a fait état. Devant la protestation montante, il s'est résigné pour l'instant à conserver Trotsky en France, en liberté conditionnelle.

Le Matin et Le Jour à la suite de la presse nazie, continuent leurs provocations et leurs calomnies. Les aboyeurs du fascisme ne lachent pas prise... Et ces Messieurs de l'Humanité applaudissent des deux mains.

Sans tenir compte des protestations du prolétariat contre son attitude abjecte, l'Humanité continue à attaquer Trotsky. MM. les laudateurs d'Herriot — absence suspecte de critique de l'Humanité sur les radicaux du Gouvernement et autres — ont découvert que l'Union Nationale avait « fait de la publicité » à Trotsky et à la IV^e Internationale pour briser l'offensive ouvrière avant le 1^{er} Mai !

Ici, le crétinisme le dispute à l'abjection. Et « le drame finit en vaudeville », écrit le salarié de M. Cachin. La police de Doumergue peut se féliciter : l'Humanité s'amuse de son petit vaudeville... Mais l'Humanité badine. Il faut lui apprendre que ce vaudeville a pour théâtre le monde entier. C'est la police du capitalisme international qui traque Trotsky et oblige le gouvernement français à le maintenir sous sa surveillance étroite.

Nous le savons, la haine que les centristes portent à l'artisan d'Octobre, aux communistes internationalistes, est sans limite. Tout leur est bon pour avilir la cause du prolétariat révolutionnaire. Mais la protestation des travailleurs s'est affirmée avec force. De partout les témoignages de solidarité avec le grand révolutionnaire prolétaire sont surgis. Les ouvriers de France et de tous les pays ont bien compris qu'en Trotsky, c'est l'esprit même d'Octobre qui est frappé, que continuateur de Marx et de Lénine c'est sur lui que c'est concentrée la haine des Versaillais français.

Aujourd'hui, comme hier, la vie de Trotsky reste en danger.

Chaque travailleur doit considérer comme son devoir de maintenir une agitation permanente en sa faveur. Les gouailleries immondes de l'Humanité sont une prime à la déportation, à l'assassinat.

Allez-y, Messieurs, déclarent les centristes au fascisme, sans cela, Trotsky nous jouera encore un petit vaudeville !

Les travailleurs de France feront une garde vigilante autour de Léon Trotsky; les rangs de l'avant-garde prolétarienne se resserreront davantage autour de lui. Le mépris suffira pour les journalistes parasites du prolétariat pour qui la révolution aussi serait un vaudeville.

Abandonnons les boulevardiers professionnels de vaudeville à leurs basses besognes alimentaires. Dans la personne de Trotsky, la révolution est frappée.

Travailleurs, vigilance !

Le « front national » s'unifie

L'Ami du Peuple du 8 Mai publie un communiqué d'où il ressort que les J. P. et la solidarité française s'unissent sous le nom de « front national ».

Les bandes armées du fascisme s'unissent. Les assassins concentrent leurs forces.

Ils ont créé un « comité de liaison », qui accueillera toutes les autres organisations. N'en doutons pas, les Croix de Feu et autres y adhéreront. La menace se précise.

Face à ce péril, la classe ouvrière doit réellement réaliser son unité d'action ! Arrière les diviseurs, sectaires, les bureaucraties faillies, les endormeurs !

Un centre de liaison antifasciste existe. Développons-le ! qu'il agisse ! Prolétaires communistes, écoutez l'appel de Saint-Denis !

L'ennemi s'organise et prépare de nouveaux assauts sanglants. Il concentre ouvertement ses forces. Travailleurs, dresssez le poing de votre force unique !

Alerte !

En avant dans toute la France, avec Saint-Denis!

A TRAVERS "L'EMANCIPATION"

La bataille porte loin.

L'Emancipation, journal du rayon de Saint-Denis, publie une série de lettres et de résolutions qui restituent enfin la vie réelle du parti. Doriot y explique sa position. Notons pour aujourd'hui :

La bataille engagée porte loin. C'est la lutte pour une conception saine de l'unité d'action, pour le rassemblement de toutes les forces antifascistes. C'est la lutte pour une tactique hardie de rassemblement des masses.

C'est la lutte pour un parti discipliné, centralisé, mais qui n'étouffe pas la voix de la base. C'est une lutte pour un parti capable de jouer son rôle révolutionnaire.

C'est une lutte contre le sectarisme impitoyable à l'extérieur du parti et étouffant à l'intérieur.

Pas comme en Allemagne.

Le Comité de Vigilance de Saint-Denis a décidé de continuer à « démasquer ceux qui, par une politique qui a déjà conduit la classe ouvrière de ces pays (Allemagne, Italie, Autriche) à la défaite voudraient saboter le mouvement de front unique qu'il nous faut mener jusqu'à complet écrasement du fascisme ».

« Ceux qui » ? Evidemment, les social-démocrates et les stalinistes.

En avant, Saint-Denis!

« En avant, Saint-Denis! » répète l'Emancipation. Il nous semble avoir lu ça il y a quelques semaines dans la Vérité!

Cessez le feu!

Au meeting du 2, à Saint-Denis, Doriot déclara :

Un télégramme impérial de l'I. C. a invité à la cessation de la lutte fractionnelle. L'Humanité a cessé les attaques. Notre lutte commence à porter ses fruits. Nous enregistrons notre première victoire. Est-ce l'armistice, est-ce la trêve? Est-ce un recul stratégique? On nous demande de cesser le feu.

Comment veut-on que l'ouvrier communiste sincère ne soit pas indigné à la pensée qu'un nouveau on se prépare à le trahir et comment peut-il comprendre qu'après avoir été invité pendant huit jours à venir lapider l'hérétique, d'un seul coup on cesse le feu?

Correspondants.

De deux correspondants dans l'Emancipation :

Pour orienter cette action, pour la mener à bon terme, un parti révolutionnaire sain et expérimenté, ayant une claire compréhension des nécessités de la lutte, sachant élaborer la tactique et la stratégie adéquates aux différences conjonctures du combat de classe, en un mot un parti tel que le parti bolchevik de Lénine, est indispensable. Mais, hélas! c'est un fait, il n'existe pas : ni le P. S. au passé de trahison, ni le P. C. dont l'incapacité notoire a été pleinement mise en relief, ne peuvent assumer ce rôle. Souhaitons qu'au cours de l'action commune, les ouvriers socialistes révolutionnaires et les ouvriers communistes clairvoyants parviennent à constituer le parti bolchevik de France.

Je souhaite, pour ma part, que votre mouvement ait un meilleur sort et que, conscient des responsabilités qui lui incombent vis-à-vis du prolétariat, il sache trouver la voie de la régénération du mouvement communiste. Je sais que pour cela il vous faudra écarler pas mal de préjugés qui ont, actuellement, libre cours dans le parti. Il vous faudra revenir dans la voie que l'I. C. se traça lors de ses premiers congrès, en écartant tout le fatras qui s'y est accumulé depuis.

LA CRISE DE FÉVRIER

Voici des citations. Comparez-les. Incontestablement sur des points essentiels qui ont trait à la crise décisive de février, le rayon ne Saint-Denis défend la position même que nous avons développée.

« Pour l'Unité d'Action » « La semaine du 6 au 12 Février »
Brochure du Rayon de Saint-Denis Brochure éditée par la Ligue Communiste

« PAS D'ENERVEMENT! »

La direction du parti sous-estimait absolument le danger que constituait les organisations fascistes pour la classe ouvrière. De même, elle a compris tardivement l'état d'esprit qui animait la classe ouvrière. Elle n'a pas voulu de manifester contre le fascisme. De nombreuses organisations du Parti volaient des résolutions, écrivaient des lettres, demandaient plus d'activité de la part du Parti et souhaitaient l'organisation de contre-manifestations dans les quartiers où les fascistes, tous les soirs, se faisaient la main.

La direction du Parti se refusait à comprendre la véritable situation, la nécessité absolue de suivre les indications si nettes venant de la base du Parti. Au contraire, elle les contrecarrait officiellement dans l'Humanité. C'est alors qu'elle publiait l'article « Pas d'énervement ». Cet article provoqua un grand désarroi dans la masse. (P. 10.)

« DALADIER-FROT, FUSILLEURS »

L'Humanité lance le mot d'ordre : « Daladier-Frot, fusilleurs ». Ainsi, les dirigeants de notre organe officiel ne comprenaient pas que le mot d'ordre central devait être contre le fascisme et ses hommes : Châpote, Tardieu. Ils ne comprenaient pas que le reproche essentiel qu'il fallait faire à Daladier et aux radicaux, c'était leur nouvelle et suprême capitulation devant les bandes du fascisme.

Ce que le prolétariat reproche au gouvernement de gauche, ce n'est pas sa velléité de résistance au 6 février, c'est sa honteuse capitulation du 7 qui a ouvert la route au gouvernement crap-fasciste Tardieu-Doumergue et au nouveau coup de main du fascisme. Aussi le mot d'ordre « Frot-Daladier en prison » contribua à jeter le désarroi dans la masse au lieu de l'entraîner à l'action. (P. 13.)

LA MANIFESTATION DU 6 FÉVRIER

L'Humanité du 6 donnait les mêmes mots d'ordre imprécis : « Manifester aux usines, aux chantiers, dans les gares... ». Seuls, les Anciens Combattants donnaient l'ordre d'aller aux Champs-Élysées. Mais, si le mot d'ordre était net, la confusion la plus absolue régnait quant au but précis de la manifestation et son itinéraire.

Cette confusion dangereuse risquait de confondre notre manifestation au cortège fasciste, de mêler les troupes révolutionnaires et anti-fascistes aux troupes du fascisme. (P. 12.)

« LES SOVIETS, PARTOUT! »

Ces Comités (de front unique), ont joué un rôle considérable pendant la journée de février. En de nombreux cas, ils ont dirigé les grandes manifestations du 12. Cette multitude de comités se formant spontanément et prenant en mains la direction politique et technique des manifestations, formés des représentants des partis et des syndicats, élus avec enthousiasme par la masse, prenaient l'aspect d'organes de pouvoir révolutionnaire. Sous une forme embryonnaire et très imparfaite, ces comités représentaient les organes de direction du mouvement de masse au début de la vague révolutionnaire. (P. 18.)

Avant le 6 février, l'Humanité traitait avec défiance les manifestations réactionnaires du boulevard Saint-Germain et du boulevard Saint-Michel; elle déclarait que ces manifestations ne méritaient pas que l'on s'en inquiète. La réaction manifestait dans la rue, manifestait devant le Palais-Bourbon. Au lieu d'alerter les travailleurs, de montrer les dangers grandissants, de préparer la résistance, l'Humanité cherchait, au contraire, à calmer l'inquiétude qui se développait dans des couches de plus en plus larges de travailleurs. Quelques jours avant le 6 février, le 3 février, sous la plume d'A. Marty, membre du Bureau Politique du P. C., paraissait dans l'Humanité un article intitulé « Pas d'énervement », pour dénoncer les tendances aux manifestations de rue, à l'action de rue contre les bandes fascistes. (P. 10.)

L'Humanité appela les travailleurs à manifester contre le « gouvernement de fusilleurs » et à exiger l'arrestation de Frot et Daladier. La confusion et la stupidité étaient portés au paroxysme. « Gouvernement de fusilleurs »? Evidemment, mais fusilleurs de quoi? — de réactionnaires, de fascistes! Ce que des communistes, des ouvriers révolutionnaires pouvaient reprocher à Frot et à Daladier, ce n'était pas la fusillade; ce pouvait être leur faiblesse du lendemain, leur capitulation devant la réaction, l'insuffisance de leur répression à l'égard de la réaction. (P. 11.)

Le Bureau politique appelait les travailleurs à manifester le 6 au soir. Où? Comment? Aucune indication précise à ce sujet dans l'Humanité, sauf sur un point : l'A. R. A. C., organisation auxiliaire du P. C., en première page de l'Humanité, appelait ses adhérents à manifester aux Champs-Élysées, en même temps que l'U. N. C. Ce fait renouveau avec encore plus de gravité le crime commis par le P. C. allemand lors du « plébiscite rouge ». Le 6 février des manifestants communistes furent un peu partout noyés dans le flot réactionnaire. (P. 11.)

Les comités d'alliance ouvrière commencent par croire à assurer une sorte de représentation parlementaire de la classe ouvrière, de toutes ses tendances et nuances, dans un organisme à elle, et non sous l'aspect trompeur de la pseudo-égalité de la démocratie bourgeoise. La force ouvrière peut y prendre toute son expansion. C'est ainsi que dans ces comités peuvent se créer, face aux formes représentatives et gouvernementales de la bourgeoisie les bases du pouvoir ouvrier. Rassembler ces comités pour la région parisienne, par ville, par région pour tout le pays, ce serait commencer à jeter les fondements des communes ouvrières, d'un parlement ouvrier, de ces organismes où se forgera le pouvoir ouvrier qui chassera le pouvoir bourgeois.

Le développement de la lutte contre le fascisme doit transformer les organismes actuels de défense commune des travailleurs en organes d'exécution de leur pouvoir. (P. 30.)

LES MEMES ANALYSES DOIVENT CONDUIRE AUX MEMES CONCLUSIONS.

Vers un nouveau Parti Communiste

Après Saint-Denis, tous les communistes battront la « ligne juste » du Comité Central

Saint-Denis a voté. Il ne s'agissait pas d'y battre la réaction. Il ne s'agissait pas d'y combattre la social-démocratie. Il s'agissait uniquement de se prononcer sur la politique de front unique du rayon de Saint-Denis et la politique anti-unitaire du C. C.

A la veille du combat, celui-ci, pris de panique, s'est dérobé. Après les grands placards dans l'Humanité, c'est le silence le plus complet : c'est tout juste si les lecteurs de cet organe ont appris que onze mille électeurs, c'est-à-dire le bloc de tous les travailleurs dionysiens, se sont prononcés pour les candidats du rayon de Saint-Denis.

La bataille engagée par le rayon de Saint-Denis doit se poursuivre, s'étendre et s'approfondir. La question dépasse Saint-Denis. Chaque ouvrier révolutionnaire doit se demander : où est le P. C.? où est sa direction? Un seul homme, un seul rayon suffisent-ils pour mettre en échec toutes ses décisions?

Derrière l'opposition de Saint-Denis, c'est tout le mécontentement accumulé dans le P. C. contre une politique erronée, incohérente, criminelle, qui s'affirme. La bureaucratie qui dirigeait le parti voit d'un coup sa puissance s'effondrer. Elle peut encore s'exercer à quelques manoeuvres, amener à la région Paris-Sud qui s'ébranle un bureau central médiocre du Nord de la France, retarder le congrès régional en province, où son échec est sûr, c'est pour elle peine perdue.

Saint-Denis a ouvert la brèche par laquelle peut passer, peut passer tout ce que la terreur bureaucratique a refoulé depuis des mois et des années.

Si le C. C. a reculé devant le rayon de Saint-Denis, pensent de nombreux militants communistes et unitaires, à plus forte raison devra-t-il le faire si nous nous rangeons aux côtés de Saint-Denis. La direction veut étouffer la discussion, en attendant les décisions de Moscou; c'est le plus souvent en vain; nombreux sont ceux qui aujourd'hui parlent, discutent, combattent la « ligne juste » du C. C.

Attendre les décisions de Moscou? Mais l'I. C. est au courant des divergences depuis novembre, Doriot l'a déclaré à Saint-Denis. Alors pourquoi a-t-elle laissé le C. C. mener une campagne acharnée et n'est-elle intervenue qu'au tout dernier moment, feignant d'ignorer les éléments du débat? Que peut-on attendre d'une telle « direction » qui n'a pas eu un mot sur la politique du P. C. pendant les événements de février, après avoir

Deaux remplace Havez.

Havez, secrétaire du rayon de Villejuif, est « balancé ». En effet, il défendait Doriot. Pour relever le prestige de la circonscription de l'irresponsable Vaillant-Couturier, on envoie Deaux, le naufragé de la région du Nord.

Cela n'empêchera pas la discussion de continuer.

Pour les travailleurs immigrés.

Un tract « dorioliste » explique aux travailleurs polonais la position du rayon de Saint-Denis. Nous y lisons : « qu'il ne faut pas que les choses recommencent comme en Allemagne ».

entériné toute la politique du P. C. allemand qui devait aboutir au triomphe d'Hitler? Que présage cette intervention, sinon une manoeuvre pour gagner du temps et ne pas laisser les travailleurs encadrés dans la dernière de ses sections importantes évoluer vers des positions léninistes?

Le conflit, ce n'est pas d'en haut que les communistes doivent attendre qu'il soit tranché. C'est à eux de se prononcer, de le résoudre. Ils ne doivent pas tomber dans le panneau de la direction; tenez-vous tranquilles, on va discuter pour vous, et vous n'aurez plus qu'à dire amen.

Dans chaque cellule, dans chaque rayon, partout, il faut que la discussion soit imposée, que les divergences soient éclaircies, que le Comité Central soit battu. La victoire de Saint-Denis doit se transformer en un triomphe de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Et le problème se pose déjà aux militants : que faire? quel but faut-il atteindre? comment l'unité d'action peut-elle amener à la victoire sur le fascisme?

Il ne manque pas de militants clairvoyants et courageux qui comprennent la nécessité de rebâtir un parti communiste et de réaliser l'unité syndicale. Le journal du rayon de Saint-Denis, l'Emancipation, publie une rubrique : « Nous ne sommes pas seuls » où, dans des lettres de tous les coins de France, ces problèmes sont posés avec force.

Bâtir un vrai parti bolchevik, revenant aux enseignements de Lénine! C'est cette tâche absolument nécessaire et urgente qui se pose. Les hommes ne manquent pas; mais le temps disponible est limité. Depuis le 16 février, la réaction a fortifié ses positions, le gouvernement Doumergue a imposé ses décrets-lois. La réaction veut davantage encore. Elle commence à manifester un certain mécontentement à l'égard du gouvernement. N'attendons pas un nouvel assaut de sa part pour improviser la résistance.

Pour l'organisation de celle-ci, le rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui dispersée constitue la question cruciale. Saint-Denis a été de l'avant et a obtenu des succès. Il faut qu'avec Saint-Denis tous les révolutionnaires marchent de l'avant. Et ce sera la victoire.

Face à la décomposition de la bourgeoisie, d'une part, face à la décomposition des vieilles organisations minées par l'opportunisme et la bureaucratie, d'autre part, plus vite l'avant-garde communiste se dégagera et plus vite elle inspirera confiance aux prolétaires et à toutes les couches laborieuses de la nation, et plus sûrement elle les mènera à la révolution prolétarienne.

VIENT DE PARAITRE :

P. FRANK

La semaine du 6 au 12 février

1 brochure de 40 pages
Prix de l'exemplaire : 0 fr. 50

La seule brochure complète sur la crise de février publiée par les partis ouvriers

APRÈS LES ÉLECTIONS AUX CONSEILS D'ENTREPRISE

Les ouvriers allemands ripostent contre le fascisme

Pour la seconde fois, le fascisme allemand a voulu souiller le 1er mai par des cortèges de carnaval et toutes sortes de fantasmagories stupides. C'est ce jour-là qu'est entrée en vigueur la loi « pour l'ordre du travail national », qui fait des ouvriers allemands les serfs de la classe possédante. Mais de nouveau se produisent spontanément parmi les ouvriers des révoltes et des actes de résistance contre cette tentative fasciste. C'est pourquoi il est indispensable pour les cadres révolutionnaires en Allemagne d'expliquer et de surveiller toute l'importance de cette loi et toutes les conséquences qu'elle entraîne.

Tout d'abord, il faut dire que déjà, au temps de la constitution de Weimar, il y avait de nombreuses attaques légales contre les droits de la classe ouvrière. Le travail du réformisme consistait à cette époque en fin de compte à balayer toutes les réformes sociales. Cependant, il y a une profonde différence politique entre les lois infâmes des bandits Eberl, Scheidemann, Hermann Müller, Hilferding, Severing et Wels, et les lois des chefs de gangsters Hitler, Schmitt et Ley : avant la dictature fasciste, le prolétariat était en possession de tous les moyens qui pouvaient lui servir à combattre les mesures anti-ouvrières de la bourgeoisie et de ses suppôts réformistes et social-démocrates. La classe ouvrière avait ses organisations, et armetelles-ci c'était surtout le P. C. A. qui

avait alors la possibilité (possibilité qu'en raison de sa politique néfaste il n'a pas su exploiter) de rassembler pour la résistance les masses prolétaires qui se radicalisaient. Aujourd'hui, après la destruction des organisations ouvrières, ces possibilités n'existent plus. Le temps du rassemblement organisé des masses et des mouvements de masses est provisoirement passé. La bureaucratie désemparée de l'I. C. se dépense en comparaisons de textes de lois, et se contente de bavarder sur « l'absence de différence principale entre démocratie et fascisme ». Mais les marxistes révolutionnaires ne se bornent pas à juger le texte de paragraphes quelconques, mais apprécient la situation et les possibilités du jeu des forces politiques vivantes.

Au cours des dernières semaines, de nombreux rapports et indices montrent que se produit un mouvement de résistance de la classe laborieuse plus accentué. Sans aucun doute, les mouvements de protestation ont été provoqués par la menace de paupérisation grandissante que la loi d'esclavage est appelée à faire surgir. Il faut noter des phénomènes intéressants. Avec un flair très sûr les ouvriers d'usine ont su trouver et s'emparer des points les plus faibles du système fasciste : ils ont refusé et souvent avec succès de payer leur cotisation à cette misérable canaille qui porte l'étiquette « front ouvrier ».

Mais le profit matériel immédiat de ces résistances se limite toujours seulement à l'usine, souvent même seulement à certains ateliers, et n'est que passager. Et c'est en cela que résident leurs faiblesses. Des constatations ne révèlent rien sur les mouvements de résistance eux-mêmes, au contraire, il faut toujours à nouveau souligner leur grande importance et leur valeur. Mais l'essentiel est de savoir comment utiliser à l'avenir ces actions, comment le profit matériel passager pourrait être utilisé pour un profit politique sérieux du prolétariat battu.

L'attitude qui consiste à considérer comme la chose principale les résultats pratiques immédiats — quelle que soit leur importance — est une attitude dangereuse. Elle ne peut manquer d'avoir des conséquences néfastes. Demain, les petits succès du jour peuvent être balayés (et ils le seront), laissant aux ouvriers un sentiment amer de faiblesse, et renforçant cet état d'esprit : « c'est de toute façon inutile ». Justement, il s'agit d'éviter une telle conséquence.

La défaite de la classe ouvrière allemande n'est pas encore terminée. Cependant, actuellement, la chute ne se fait plus en ligne aussi droite que durant les premiers mois de la dictature fasciste. Les moments de ranimation politique (qui, par la force des choses ne pourra être que faible), alternent avec les moments de terreur aiguë et de profonde dépression. La tâche des cadres bolchevistes, de l'avant-garde, consiste à exploiter les périodes de ranimation politique du prolétariat, à aider, à affaiblir et à abréger le plus possible les périodes de dépression dans le camp prolétarien.

Pour cela il ne faut pas exagérer l'importance des succès passagers et surtout ne pas

transformer les quelques instants de répit qui se produisent en « essor révolutionnaire ». Une telle méthode ne fait que tromper la classe ouvrière; elle favorise les phénomènes de dépression paralysante, et ne profite en fin de compte qu'aux bourgeois fascistes.

Aujourd'hui plus que jamais il faut tenir compte de cette vérité politique élémentaire : Chaque action économique est en même temps une action politique. Et l'importance des mouvements de résistance prolétaires réside actuellement surtout dans l'exploitation politique de ces actions. Si l'on n'agit pas ainsi, alors toutes les batailles courageuses s'envoleront aussi vite que les feuilles au vent. Chaque mouvement, victorieux ou non, contre les contributions au « front ouvrier », contre le vol des salaires et les chicanes patronales doit être étroitement lié à une campagne d'explications politiques, qui ne devra pas cesser après la fin du mouvement. Les causes et les résultats du mouvement doivent servir pour expliquer la nature de la dictature fasciste, ses raisons, et avant tout, la voie de sa destruction.

N'oublions pas un instant qu'il faut de nouveau rendre à la classe ouvrière allemande une colonne vertébrale solide. Et cette colonne vertébrale ne peut être et ne sera que le nouveau parti communiste révolutionnaire. Tous les mouvements de résistance naissants offriront sans aucun doute des occasions favorables pour éveiller et pour enraciner dans les forces les plus actives du prolétariat allemand la conscience de cette nécessité.

Ces jours derniers on a connu les premiers résultats des « élections confidentielles » dans les usines, qui se sont effectuées selon

les règles des bandes d'exploiteurs fascistes. On peut très bien s'expliquer que dans certaines entreprises (selon les indications de la presse fasciste) 90 et 100 % de l'équipe aient donné leur voix aux candidats fascistes qui furent présentés. De telles « élections », faites sous le furet de la pression la plus forte, ne sont qu'une sinistre comédie, et les résultats ne prouvent pas grand-chose, ou rien du tout.

Mais il y a aussi d'autres résultats, qui sont de la plus grande importance, tels que ceux extraits de la « National-Zeitung » d'Essen : Mine de Volksbank : électeurs (1) ayant droit de vote : 1.357; ont voté pour le conseil de confiance : 241 seulement; 1.116 voix nulles.

Imprimerie Heilmann-Grone (Edition de la Rheinisch-Westfälische Zeitung) : 319 électeurs; pour le conseil de confiance fasciste : 102 voix; 217 voix nulles.

Usines Electriques Siemens-Schuckert : 233 électeurs; pas une seule voix pour le conseil de confiance; par contre, 9 voix contre et 224 voix nulles.

Usines hydrauliques de Gelsenkirchen : 82 électeurs; 17 pour le conseil de confiance; 65 nulles.

Acieries Uniflès : 88 électeurs; 22 pour le conseil de confiance; 66 voix nulles.

Ces résultats ont une valeur particulière, parce qu'ils permettent un coup d'œil sur l'état d'esprit des parties les plus importantes de la classe ouvrière allemande. Il est certain que dans les cas mentionnés, il s'agit d'usines ayant groupé autrefois des ouvriers fortement organisés, qui aujourd'hui encore, avec les moyens dont ils disposent, refusent de se soumettre au joug fasciste. Ces résultats (Voir suite page 4)

(1) Seule une partie minime des ouvriers est « électrice ».



LA VIE OUVRIÈRE

LES CHEMINOTS DU BLANC FONDENT UN SYNDICAT UNIQUE

Le 29 avril, les cheminots du Blanc, confédérés, unitaires et inorganisés se sont réunis au café de l'Univers pour discuter de la situation qui leur est faite; ils ont recherché en toute fraternité les raisons de leur faiblesse actuelle; ils ont reconnu qu'à l'heure présente leur manque de confiance les désarme devant le patronat du rail; ils se sont rendu compte que la réaction des fonctionnaires, n'a pas été suffisante pour faire abroger les décrets-lois. L'action des cheminots s'est ressentie de cette faiblesse.

Tous ont reconnu que seule la lutte énergique contre le patronat, les pouvoirs publics, les compagnies, le gouvernement, est capable d'assurer leur triomphe.

Mais ils ont reconnu aussi que la division syndicale est une des grandes causes de leur faiblesse; et dans leur réunion, tous ont déclaré que l'unité syndicale était indispensable pour leur redonner cette puissance qu'ils avaient jusqu'en 1920.

Ils ont discuté les positions de leurs fédérations de leur centrale; aucune n'a pu les satisfaire; ils ont adopté la motion du syndicat unitaire du Blanc, la réalisation de l'unité syndicale par le Congrès de fusion simultanée de la base au sommet.

Et ils ont dit aussi : « Puisque nous avons les mêmes revendications, puisque nous pensons que seule la lutte peut les faire triompher, puisque nous trouvons aussi que seule l'unité par le congrès de fusion peut nous donner la force de lutter, qu'est-ce qui peut nous empêcher de nous unir dès aujourd'hui, pour créer un précédent et faire une expérience qui pourra servir d'exemple à toute la classe ouvrière.

Ils ont créé leur syndicat unique; pour cela, ils ont éliminé tout ce qui pouvait les séparer. De part et d'autre, malgré

leurs critiques, ils restent attachés à leurs organisations; et ils ont décidé de conserver leurs cartes, leurs timbres, leurs liaisons avec leurs organisations respectives; mais ils ont pensé que les inorganisés pourraient être les éléments de soudure des deux syndicats; ils ont créé une carte spéciale et un timbre spécial de syndicat unique; ils ont décidé que la carte serait remise à tous les adhérents, carte avec timbre spécial pour les inorganisés et carte sans timbre pour les organisés.

Et immédiatement ils ont nommé le bureau du syndicat unique; un secrétaire fut élu, le premier inorganisé adhérent fut nommé trésorier, les deux secrétaires et les deux trésoriers des deux syndicats furent désignés pour compléter le bureau. Rien ne se fera désormais sans passer par le bureau du syndicat unique; toutes les propositions, toutes les directives des deux fédérations seront étudiées par le bureau unique et les assemblées générales seront souveraines pour toutes les décisions.

Comme première décision le syndicat unique a élu le camarade *Sauvignou* au Congrès de l'Union P.O. confédérée à Nantes, le 13 Mai et au Congrès de la Fédération unitaire des cheminots les 15-16 et 17 Mai à Paris.

Ce camarade a pour mandat de montrer devant les délégués des deux congrès ce que les cheminots du Blanc ont fait; il est mandaté pour défendre la motion commune de réalisation de l'unité syndicale par le congrès de fusion simultanée de la base au sommet. Les cheminots du Blanc ont la certitude que leur expérience et leur motion seront étudiées par toute la classe ouvrière et qu'elles feront faire un grand pas dans la lutte contre toute la bourgeoisie.

Les municipalités communistes et le chômage

Il n'est pas superflu de dire que c'est avec joie que le P.C. enregistra la crise en France. Ainsi on pouvait justifier l'analogie depuis si longtemps préconisée par l'I.C.

Au début de la crise tous les chômeurs qui se présentaient au bureau de chômage des Municipalités communistes étaient reçus avec empressement; inscription était faite séance tenante. Les enquêtes étaient superficielles. Les soupes populaires étaient ouvertes; des secours alloués. Enfin, pour parler franc, les chômeurs étaient soutenus d'une façon exemplaire.

Mais cela ne pouvait durer. Plus la crise s'aggrave, moins les soutiens sont effectifs.

Puis on commença à entendre les discours pleurnichards, qui se traduisent tous par une capitulation honteuse devant les Pouvoirs publics. Il serait trop long de donner des extraits de discours. Mais on ne peut laisser dans le silence celui qui fut prononcé par un délégué d'une Municipalité cent pour cent. Il disait : les jeunes chômeurs cherchent du travail pendant un mois, deux mois, puis se laissent aller au chaos, las de ne rien trouver ou ne voulant pas travailler en dessous du tarif syndical. Aussi il n'est pas rare de voir des jeunes inscrits depuis un an, dix-huit mois sans interruption sur les listes du chômage.

Mais nos communistes sont des gens qui aiment rester tranquilles sur leurs propriétés (tant que la bourgeoisie le permet). Comme ils disent : il ne faut pas nous emmerder. Les social-fascistes, d'accord, vous pouvez y aller. Aussi il en est arrivé un bien bon à nos cent pour cent. Une déléguée d'un secteur vint trouver un certain Maire Socialiste, qui a passé d'ailleurs par bien des couleurs de l'arc-en-ciel mais là n'est pas la question, pour lui demander d'accorder x, y, z. Mes chers amis, leur dit-il, ce que vous me demandez je l'accorde. Mieux à côté de la paye proprement dite, il y a une enveloppe qui contient, au prorata des charges de familles, des bons de pain, des bons d'épicerie en plus du Bon de Charbon et cela tous les dix jours. Et malin le Maire en question demanda à la déléguée, qui était en partie sous le contrôle d'une municipalité Communiste, que vous accordez-t-on? Nos délégués penauds ne purent qui répondre : Rien.

Il est sûr que devant de tels faits ils désolent les comités de chômeurs ou ne s'y rallient pas. A nous de les guider et de leur faire comprendre qu'il faut adhérer au comité de chômeurs pour défendre leurs revendications. Ainsi nous les arracherons des mains des hordes fascistes, qui spéculent sur la misère, nous en ferons des combattants antifascistes.

La journée du 1^{er} Mai doit être considérée sous deux angles : la grève et les meetings ou manifestations.

Le Bon de Charbon vient d'être supprimé sous le prétexte que les municipalités communistes ne pouvaient aller seules à la faillite. Et on nous dit ceci : Vous comprenez, s'il s'agit d'aller à la faillite,

cela n'est pas difficile, nous avons qu'à continuer (de vous soutenir), et ce sera chose faite. Mais nous ne voulons pas être les seuls à faire faillite, nous voulons y tomber avec tout le régime. Ce qui veut dire, traduit au clair : Puisque les Municipalités bourgeoises vous courent la tête, il n'y a pas de raison que nous restions à l'écart. Entendre cela, au moment où il n'est plus qu'une question de mois pour battre le fascisme ou succomber sous ses coups montre dans quelle impasse est tombé le stalinisme.

Mais au fond, la question est celle-ci : Nos bolchevicks ne voyent pas plus loin que le bout de leur nez. 1936 approche. Et voici venir les élections. Les chômeurs n'ont pas attaché de l'importance aux comités de chômeurs dirigés par le P.C., un plan d'outillage National qui aurait permis de réaliser dans nos cités ouvrières des œuvres sociales et de viabilité. Aussi on se trouve en retard sur les données préconisées au programme électoral. La pissotière du coin n'a pas été repeinte, l'adversaire va s'en servir comme cheval de bataille. On n'a pas diminué la patente du petit commerçant, appoint si précieux au ballottage. Alors on a trouvé la solution : suppression des dons communaux accordés jusqu'ici aux chômeurs.

Mais nos communistes sont des gens qui aiment rester tranquilles sur leurs propriétés (tant que la bourgeoisie le permet). Comme ils disent : il ne faut pas nous emmerder. Les social-fascistes, d'accord, vous pouvez y aller. Aussi il en est arrivé un bien bon à nos cent pour cent. Une déléguée d'un secteur vint trouver un certain Maire Socialiste, qui a passé d'ailleurs par bien des couleurs de l'arc-en-ciel mais là n'est pas la question, pour lui demander d'accorder x, y, z. Mes chers amis, leur dit-il, ce que vous me demandez je l'accorde. Mieux à côté de la paye proprement dite, il y a une enveloppe qui contient, au prorata des charges de familles, des bons de pain, des bons d'épicerie en plus du Bon de Charbon et cela tous les dix jours. Et malin le Maire en question demanda à la déléguée, qui était en partie sous le contrôle d'une municipalité Communiste, que vous accordez-t-on? Nos délégués penauds ne purent qui répondre : Rien.

Il est sûr que devant de tels faits ils désolent les comités de chômeurs ou ne s'y rallient pas. A nous de les guider et de leur faire comprendre qu'il faut adhérer au comité de chômeurs pour défendre leurs revendications. Ainsi nous les arracherons des mains des hordes fascistes, qui spéculent sur la misère, nous en ferons des combattants antifascistes.

La journée du 1^{er} Mai doit être considérée sous deux angles : la grève et les meetings ou manifestations.

Le Bon de Charbon vient d'être supprimé sous le prétexte que les municipalités communistes ne pouvaient aller seules à la faillite. Et on nous dit ceci : Vous comprenez, s'il s'agit d'aller à la faillite,

LES OSCILLATIONS DE LA C.G.T.

GUIRAUD DECLARE QUE LE « PLAN » NE DOIT PAS BARRER LA ROUTE A LA REVOLUTION

Le « plan de rénovation économique » de la C. G. T. conçu dans un sens de collaboration avec le capitalisme ne pouvait qu'accentuer la crise au sein de la C. I. T. Les éléments socialistes, en particulier ceux de la Seine, qui évoluent à gauche, ne voulaient pas accepter une telle orientation sans protester.

Le 8 avril, Jouhaux, en décommandant la manifestation du Vélodrome d'Hiver, avait soulevé une opposition qui s'avérait plus puissante, plus cordonnée. Et ceci encore, s'il en était besoin, démontrait toute la vanité que renferme la conception de l'« indépendance du syndicalisme ». En vérité, toute la crise qui agite la social-démocratie en particulier depuis l'arrivée du fascisme au pouvoir en Allemagne, a subi depuis les événements de février, en France et en Autriche, une recrudescence d'activité. Les bouillonnements s'accroissent continuellement dans la C.G.T. depuis que les décrets-lois de famine et d'oppression atteignent les fonctionnaires, les retraités et les employés des services publics.

Se maintenir, dans une telle période, sur le terrain de la collaboration avec l'Etat patron, avec un Conseil National Economique raffraîchi et rajourné pour la circonstance, c'était s'aliéner les masses qui commencent à dresser l'oreille à certaines appellations et qui cherchaient à décolorer les formules de la direction de la C. G. T. afin de s'assurer de ce que cela voulait bien dire. Cela le compréhensif bien vite les bureaucrates réformistes, qui n'ont pas leurs papiers pour humer l'air, prendre le vent et modifier, suivant les circonstances, leur langage et leur programme.

C'est ainsi que Guiraud, au meeting des fonctionnaires de 18 h. 30, à la Mutualité, le 1^{er} mai, se mit à parler des perspectives pour la classe ouvrière, pour les fonctionnaires, pour tous les travailleurs : « Notre plan, s'écriait-il, est un plan minimum à réaliser tout de suite, qui doit rassembler les travailleurs, mais nous continuons à penser qu'il faut bien vite opérer la transformation sociale, chasser la bourgeoisie, lui arracher les moyens de production ».

Est-ce l'atmosphère assez morne qui régnait ce soir-là à la Mutualité ou est-ce la confiance des militants pour Guiraud et les siens qui est en baisse? En tout cas, les applaudissements que cherchait l'orateur furent assez rares.

Zyromsky, qui est un des militants socialistes qui fait mine de s'opposer avec quelque ardeur aux syndicalistes de collaboration de classe, sauta bien vite sur ces déclarations de Guiraud. « Eh bien ! comme ça, nous vous comprenons », déclare Zyromsky.

Citons textuellement ce que dit ce dernier au sujet de la transformation possible de la C. G. T. en parti travailliste : « Il faut remercier Guiraud de sa déclaration et aussi d'avoir « crevé » cette chimère d'un mouvement travailliste agissant sur le plan électoral, distinct et même opposé au mouvement socialiste ». Zyromsky, qui connaît mieux que quiconque ce que l'on doit penser de déclarations de Guiraud, a voulu marquer un point, et dans une certaine mesure, conclure un armistice avec la C. G. T. C'est bien cela le propre du « centrisme » d'attaquer sans vouloir faire de mal, de polémiquer en cessant l'adversaire, mais ce qui est grave pour les ouvriers socialistes, ce qui est grave pour toute la classe ouvrière qui veut se défendre contre

la bourgeoisie, contre l'Etat-patron, c'est que Zyromsky et consorts désarment idéologiquement les travailleurs qui les suivent et contribuent à redorer le blason bien terni de Jouhaux et de ses acolytes.

Il est clair pour de nombreux militants que la C. G. T. U. aurait dans une telle période un rôle énorme de clarification à jouer. Mais cela lui est impossible, bridée qu'elle est par la direction stalinienne qui se refuse et à mener une politique de front unique et à réaliser l'unité syndicale. La crise du parti communiste, qui a eu dimanche une consécration publique par l'élection triomphale des partisans de l'unité d'action, Doriot et ses co-listiers, peut avoir dans la C. G. T. U. un résultat tout à fait bienfaisant et progressif. Les minoritaires de la C. G. T. U., les révolutionnaires partisans de l'unité syndicale, auront demain des alliés pour leur lutte réaliste contre Jouhaux et contre les adversaires de l'unité syndicale.

La nécessité de réaliser l'unité syndicale est si bien ressentie par le prolétariat que l'on assiste en certains endroits à la formation de syndicats uniques. Les confédérés continuent à être membres de la C. G. T., les unitaires de la C. G. T. U. et les nouveaux adhérents sont membres seulement du nouveau syndicat. Cela apparaît pas mal compliqué, et ce sont vraiment des formes d'organisation particulières, mais nous citons cela pour bien montrer que les travailleurs qui luttent ensemble contre la bourgeoisie et qui sont ensermés dans les filets aux mailles étouffantes tendus par les bureaucraties pour leur auto-conservation recherchent et trouvent envers et malgré tous les moyens de se rassembler contre la bourgeoisie.

Et pendant ce temps Zyromsky déclare son accord avec Guiraud.

Nous crierons très fort aux ouvriers socialistes qu'ils ne doivent pas accepter que la lutte contre le plan réactionnaire de la C.G.T. soit menée sur ce terrain-là par leurs chefs.

De grands travaux, la diminution du chômage, une journée de travail plus courte, des vacances payées, n'est-ce pas le langage qu'avaient tenu aux travailleurs allemands Brüning, Papen et le « général social » Schleicher? Lespart et les « sociaux-démocrates syndicalistes » applaudissaient ostensiblement et apportaient le concours de l'A. D. G. B. à la réalisation d'un aussi mirifique programme.

Pendant ce temps, le fascisme s'organisait et a réduit à néant toutes ces criminelles utopies (elles conduisirent à la capitulation d'Uproletariat).

Certes, nous aussi, nous voulons un plan pour supprimer la crise; mais nous ne pensons pas que l'on puisse éviter les effets désastreux de cette dernière pour la classe ouvrière en collaborant avec la bourgeoisie.

Pour les 40 heures sans diminution de salaires, oui, d'accord.

Contre la « réforme fiscale », qui est en réalité un coup dur pour les travailleurs et un allègement aux charges supportées par les parasites!

Pour le contrôle ouvrier sur la production. Pas d'histoires avec le « secret commercial », messieurs les exploités, ouvrez vos livres, ceux qui produisent veulent voir clair dans vos comptes embrouillés!

En s'organisant toujours plus nombreux dans les syndicats, en exigeant l'unité syndicale, les travailleurs seront plus forts pour lutter contre la bourgeoisie.

Pas d'utopies réformistes. Vive l'unité syndicale qui permettra à la classe ouvrière de mieux se défendre contre le capitalisme.

La lutte des Fonctionnaires contre les Décrets-Lois

La première vague d'assaut du gouvernement « de trêve » dirigée contre la situation des fonctionnaires a déferlé sur la classe ouvrière.

Cependant, au cours d'un article intitulé « Il faut briser les décrets-lois par l'action de masse » (*L'Humanité* du lundi 7 mai 1934), Paul Bouthonnier, du cartel central unitaire, fait cette constatation au moins imprévue :

« Le magnifique exemple des P. T. T. a porté ses fruits. La journée du 13 avril a prouvé qu'il était possible d'aller à la bataille sans l'assentiment des chefs réformistes. C'est sur la voie des P. T. T. qu'il faut s'engager sans hésitation, là est la condition de la victoire. »

Textuel!

C'est exact, le 13 avril la Fédération postale unitaire a mené ses militants à la bataille, entraîné dans la lutte des camarades confédérés « sans l'assentiment des chefs réformistes ». C'est vrai aussi que, dans cette période, la F. P. U. a été à l'avant-garde dans la lutte.

Mais, camarades unitaires... et la victoire? Il est toujours possible d'aller courageusement à la bataille, mais il est plus difficile d'aller à la victoire. Pour cela, il faut tout mettre en œuvre pour entraîner dans la lutte la grosse majorité de ceux qui sont attaqués et parmi eux tous les camarades réformistes. Seul le front unique des organisations syndicales peut provoquer un mouvement capable de vaincre. Or, le 13 avril, « sans l'assentiment des chefs réformistes », le mouvement fut partiel et réussit où les forces unitaires étaient influentes.

Est-ce vrai, camarades unitaires des P.T.T.? Alors, vous devez imposer la tactique léniniste du front unique : le 13 avril condamne celle en honneur à la F. P. U.

Car la lutte doit continuer contre le gouvernement des décrets-lois qui s'attaque maintenant aux libertés syndicales des fon-

ctionnaires. C'est à la partie la plus combative, les postiers, qu'il vient de livrer son offensive.

Le décret-loi de Mallarmé est un défi à la classe ouvrière entière. Mais à la Fédération postale confédérée « on » se contente de passer des protestations dans la presse, de protester vigilement au Conseil supérieur des P. T. T. « on » se donne l'impression d'être fort courageux...

Aucune agitation, aucune manifestation pour entrer en lutte directe contre le gouvernement des Tardieu et C^o.

La direction confédérée redoute le combat, recule, s'enlise, et, de ce fait, n'a pas confiance dans la lutte.

Mais cette hésitation peureuse provoque, après la sévère répression infligée à de bons militants, parmi les postiers confédérés, un certain découragement, de la lassitude.

Et les autres fonctionnaires confédérés, eux, attendent.

Que font les dirigeants unitaires?

Dans les P. T. T., les possibilités de lutte sont réduites; les meilleurs militants unitaires sont rôtis ou déplacés. Des déplacements massifs ont suivi la promulgation du décret-loi Mallarmé. Des sections syndicales sont désorganisées.

Bilan d'une lutte dans la division ouvrière. Et au cartel central unitaire, Bouthonnier peut dire aux camarades fonctionnaires : « C'est sur la voie des P. T. T. qu'il faut s'engager sans hésitation. Là est la condition de la victoire ».

Non, camarades fonctionnaires, la condition de la victoire est dans le front unique des organisations syndicales, de la base au sommet.

Camarades fonctionnaires, qui êtes las de la division criminelle de la classe ouvrière, la condition de la victoire est dans la réalisation de l'unité organique des organisations syndicales par le congrès de fusion.

Vive le front unique des organisations ouvrières!

ALPES-MARITIMES

Le 1^{er} Mai

Dans les A. M. à Nice et à Cannes, à part certaines corporations (bâtiment, T.N.L., ouvriers des P.T.T.), le mot d'ordre de grève n'a pas été suivi (pas ou très peu d'entreprises même moyennes, des organisations syndicales multiples qui même réunies seraient faibles).

Par contre, pour Cannes un bon meeting se tint; la Bourse du Travail fut trop petite pour contenir tous les travailleurs présents dont une grosse partie resta dans la cour; après les exposés de camarades confédérés, unitaire et d'une camarade du S.R.I., une puissante manifestation se déroula en ville (trop tard, à notre avis) et pendant plus d'une demi-heure, c'est plus de 1.500 travailleurs qui toutes tendances mêlées, s'affirmèrent vigoureusement pour la défense des revendications, pour la lutte contre les décrets-lois et le fascisme; la dislocation se fit place de la gare où deux camarades montés sur des charriots (pour la grande peur d'un chefillon du P.L.M.) tirèrent la leçon de la manifestation.

A Nice, grâce au front unique, toutes les organisations appellèrent les travailleurs à se rassembler devant la Bourse du Travail, à 9 heures 30; plusieurs milliers de manifestants se formèrent en cortège et parcoururent la ville, aux cris de « Chiappe en prison », « vive les Soviets » et aux chants de l'Internationale, la jeune garde et Bandiera Rossa; pas d'incidents, car la garde mobile fut au moins cachée; l'Eclair de Nice était protégé (pauvres fascistes !) par des centaines d'agents et le cortège était encadré par des gardes champêtres de tout le département!

La manifestation revenue à son point de départ un meeting eut lieu, avec des orateurs des diverses tendances; puis les manifestants se dispersèrent.

Journée de regroupement pas assez puissante pour Cannes et Nice, surtout après les récents événements; la nécessité d'un service d'ordre sérieux, d'une milice ouvrière commune, se fait de plus en plus sentir, pour donner le caractère de puissance indispensable à ces manifestations et aussi pour les défendre contre les provocations toujours possibles et les attaques à prévoir.

C'est une partie du rôle des comités antifascistes qui doivent dès maintenant s'orienter vers la création rapide de comités de quartiers groupant ouvriers, fonctionnaires organisés et tous les travailleurs encore inorganisés : petits commerçants et paysans, chômeurs, etc...

LA CRISE APPROCHE

(Suite de la première page)

2° Travaille à la constitution des comités d'Alliance ouvrière; que toutes les organisations ouvrières locales y soient représentées. Que chacun y ait sa libre expression ! C'est comme cela que tu réaliseras des Soviets.

3° Prépare activement la défense. L'adversaire s'arme; riposte-lui sur le même terrain. Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule. A bas les endormeurs qui te chloroforment avec la propagande mais refusent d'organiser la défense et la riposte ! Si tu restes désarmé devant la matraque et le revolver du fasciste, tu seras vaincu.

4° N'oublie pas que le parti est l'instrument décisif de la lutte. Soumets au feu de la critique, quotidiennement, la politique de ton parti. N'admets pas les injures et les calomnies ! Les Communistes-internationalistes te montrent la voie.

5° Travailleur des villes, prépare ton alliance avec le travailleur des champs ! Ce n'est pas le banquier ni l'industriel qui libéreront la campagne, c'est l'ouvrier et le prolétaire agricole aidant le petit paysan.

6° Les stavisokrates pleurent sur leurs bénéfices. Menteurs et escrocs ! Ils veulent le tondre, ils le ruinent. Exige qu'ils étalent leur comptes ! Suppression du décret commercial !

7° Les propriétaires et les riches veulent que tu te sacrifies pour l'intérêt général : Exige le contrôle ouvrier et paysan sur la production !

8° Ne te laisse pas diviser des femmes, des jeunes, de tes frères immigrés. Unissez-vous dans les comités d'Alliance ouvrière ! Opposez ces comités qui représentent votre masse, au Parlement pourri !

9° Lutter contre le gouvernement Doumergue, riposter aux bandes fascistes, exiger ton contrôle sur la vie économique, grouper la masse ouvrière dans ses propres organisations, c'est poser la nécessité de prendre le pouvoir ne l'oublie pas !

10° Ton sort est entre tes propres mains.

Il n'y a pas d'autre voie !

